

fait comme guide politique, l'expression politique du prolétariat se bornant à suivre et à rajouter ses revendications spécifiques. Cette tendance est nette dans l'histoire française depuis 1830 jusqu'à la libération et même jusqu'à maintenant (cf. la laïcité comme plate-forme d'accord avec les radicaux) avec une brève interruption de 1919 à 1934 sous la pression de l'internationale. En bref, la difficulté pour le prolétariat de se démarquer de l'aile avancée de la bourgeoisie, dans la mesure où tous les deux se réclament des aspects démocratiques de la révolution bourgeoise, a marqué profondément la vie politique. Cette tendance politique, ce suivisme du prolétariat à l'égard de la bourgeoisie a eu des conséquences sur l'idéologie même de la classe ouvrière. Il s'en est dégagé notamment une persistance du jacobinisme pendant longtemps et plus profondément un nationalisme prolétarien spécifique mais qui s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui. Ces traits politiques et idéologiques issus de la révolution bourgeoise se sont combinés avec d'autres traits produits par l'empreinte artisanale de la classe ouvrière : idéologie proudhonienne fédéraliste et libertaire ainsi que ceux apportés par l'histoire : l'expérience de 48, où le prolétariat, influencé par le souvenir de 93, avait suivi la bourgeoisie, a montré à une fraction importante du prolétariat les dangers de suivisme envers la bourgeoisie, mais la conséquence en a été un développement d'une forme d'apolitisme ouvrier qui a nourri et secrété des idéologies différentes : proudhonisme, allemanisme, anarchisme, syndicalisme révolutionnaire, mais qui ont comme thème commun le refus de l'activité politique, c'est-à-dire de penser la forme de renversement de l'état bourgeois. Cette tendance était bien sûr renforcée par le fait que ceux qui comprenant l'importance de l'état étaient historiquement déterminés à suivre l'aile gauche de la bourgeoisie, et idéologiquement et politiquement. L'action proprement politique du prolétariat, c'est-à-dire de l'action consciente vis-à-vis de la prise du pouvoir a été entravée par les deux échecs de 48 et de la Commune, où dans les deux cas le prolétariat livré à lui-même s'est fait écraser. Ces échecs ont créé deux tendances qui n'ont disparu qu'en 1919 : la première échaudée par l'échec politique du prolétariat se situait à la remorque de la démocratie bourgeoise sans rupture de classe, sans même avoir conscience d'opérer là une alliance tactique ; la seconde refusait toute intervention sur le terrain de l'état bourgeois et pensait l'intervention du prolétariat comme le développement même de ces formes d'organisation propre, qui par leur développement même ferait disparaître le pouvoir de la bourgeoisie. C'est-à-dire que jusqu'en 1919, il n'y a dans le mouvement ouvrier français aucune problématique proprement révolutionnaire, c'est-à-dire ayant conscience de modalités de renversement de l'état bourgeois sur le plan politique, sur le plan des rapports des classes entre elles. Une tendance attendait les 51 % des voix aux élections, l'autre la grève générale et le grand soir.

Sur le plan politique on avait donc une expression réformiste qui ne s'appuyait sur aucune bureaucratie ouvrière puissante (sauf dans le nord) et qui était le fait plutôt des couches semi-prolétarisées ou petites-bourgeoises que de la classe elle-même et de l'autre une classe ouvrière assez faiblement organisée (dans la C.G.T.) mais qui n'avait pas d'expression politique ; cette